

Ce que le secteur du négoce rapporte déjà à Genève

Recettes fiscales supplémentaires importantes après les chiffres records du trading de commodities l'an dernier.

SÉBASTIEN RUCHE

L'année 2009 n'aura pas seulement été celle de la crise bancaire, avec tous les soubresauts que la place genevoise a dû endurer. Elle a également été marquée par les résultats record des acteurs du négoce de matières premières, qui ont notamment tiré partie de la volatilité des prix de l'énergie. En conclure que le recul des rentrées fiscales dues aux premières sera compensé par une augmentation du côté des secondes reste cependant aléatoire. Le Département des finances ne s'y risque d'ailleurs pas, déclarant qu'il ne tient pas de statistiques par activité ou par type d'entreprises. Reste que les très bons chiffres dévoilés par les traders l'an dernier illustrent la montée en puissance de leur secteur, constamment présenté comme un futur relais de croissance pour la place financière genevoise. Après 2009, ce futur est peut-être déjà réalité.

L'an dernier, le secteur financier genevois a abandonné sa traditionnelle place de premier contributeur fiscal du canton, dépassé par une branche réunissant l'éducation, la santé et les services publics. Dans le même temps, il est estimé que les cinq plus grands traders de pétrole au monde ont enregistré entre 3,5 et 4 milliards de dollars de bénéfices l'an dernier (*L'Agefi du 5 janvier*). Et parmi eux, trois sont basés à Genève. Vitol, de loin le leader mondial, a publié un chiffre d'affaires global de 143 milliards de dollars (154 milliards de

francs) pour 316 millions de tonnes de produits négociés (dont 5,5 millions de barils de brut par jour), contre 291 millions de tonnes en 2008. Gunvor a pour sa part vu ses volumes augmenter de 10% à 2,3 millions de barils par jour, pour un chiffre d'affaires de 53 milliards de dollars. Mercuria, enfin, affiche un turnover de 47 milliards de dollars après avoir déplacé en moyenne 1,5 million de barils par jour, soit davantage que certains membres de l'Opep.

Bien sûr, la dépendance du chiffre d'affaires aux prix des matières premières n'en fait pas un indicateur fiable sur la rentabilité de ces entreprises, qui demeure un secret bien gardé, et l'évolution des volumes est généralement considérée comme bien plus fiable. Sur la place genevoise, il se dit que Vitol aurait gagné 2 milliards l'an dernier, contre 500 - 700 millions pour Gunvor et Mercuria chacun. Mais la communauté du négoce de matières premières ne se limite pas à ces géants. Selon les chiffres du GTSA, l'association genevoise du négoce et de l'affrètement, les 200 sociétés de trading et de transport maritimes présentes à Genève représentent plus de 6000 emplois, auxquels s'ajoutent une cinquantaine d'entreprises de service (avocats, surveillance, audit, placement etc).

Si Genève a attiré une telle concentration de traders, c'est notamment grâce à l'expertise accumulée sur la place depuis l'arrivée de marchands égyptiens de coton dans les

années 1960, suivis par les négociants pétroliers avec la première crise du brut des années 1970 et les sociétés russes dans les années 1990. Le canton occupe des positions fortes dans l'ensemble des domaines clé du négoce international. Le trading représente un chiffre d'affaires global qui dépassait déjà 700 milliards de dollars en 2008, alors que quelque 1200 milliards de tonnes de marchandises sont affrétées depuis Genève chaque année et que la surveillance et le financement génèrent un volume d'affaires dépassant les 1300 milliards de francs annuels. Des chiffres qui pourraient avoir augmenté de 8% à 10% l'an dernier, estime un spécialiste du secteur. «L'élément clé dans l'attractivité de Genève reste les capacités de financement, à travers les banques elles-mêmes mais également via des sociétés financières plus petites qui prennent le relais quand les grands établissements refusent ou limitent des lignes de crédit», résume Monica Cohen-Dumani, associée chez PwC et spécialiste corporate tax.

Autre élément déterminant: la fis-



calité. L'activité de négoce de matières premières, par essence internationale, rentre parfaitement dans le cadre de la loi sur l'imposition des sociétés mixtes. «Le statut de société mixte permet d'obtenir des taux particulièrement concurrentiels en Suisse, compris entre 9% et 12% selon les cantons», poursuit Monica Cohen-Dumani. Genève se situe plutôt dans le haut de la fourchette - les accords avec l'administration sur un taux de 11% sont fréquents - et Zug plutôt dans le bas. Des niveaux qui restent très attrac-

tifs par rapport à l'étranger, puisque le taux ordinaire peut atteindre 30% en Europe, même si l'Irlande tire son épingle du jeu avec 12,5%.

La pratique suisse en la matière est certes attaquée depuis 2007 par la Commission européenne, qui y voit des aides d'Etats faussant la concurrence au point de ne pas respecter l'accord de libre-échange conclu de 1972. Ce qui n'empêche pas que de nouvelles sociétés de trading continuent à manifester de l'intérêt pour Ge-

nève. Y compris une grande banque étrangère désireuse d'ajouter le trade finance aux activités qu'elle pratique depuis le bout du lac: Société Générale, comme le révélait *L'Agefi* du 14 décembre. ■

LES SPÉCIALISTES DU TRADING SONT IMPOSÉS À HAUTEUR DE 11% À GENÈVE EN VERTU DE LA LOI SUR LES SOCIÉTÉS MIXTES.

LE TOP 3 DU NÉGOCE SUR LA PLACE GENEVOISE

	Chiffre d'affaires	Volumes négociés
Vitol	143 milliards	316 millions de tonnes (+8,6%)
Gunvor	53 milliards	2,3 millions de barils/jour (+10%)
Mercuria	47 milliards	1,5 million de barils/jour (n. c.)

En dollars

Données des entreprises